

Le Comité SOS disparus

A Son Excellence le président Abdelaziz Bouteflika
Président de la RADP

Votre excellence, vous êtes le président d'un Etat républicain moderne, élu par le peuple qui a mis entre vos mains la destinée du pays. Vous êtes à la magistrature suprême et vous ne dépendez d'aucune personne qui se veut supérieure à vous, et vos subordonnés qui vous entourent ne peuvent prendre de décision. Sur la terre d'Algérie, vous êtes le maître après Dieu et vous pouvez prendre des décisions sans contrainte aucune et l'amnistie que vous avez décrétée en faveur des groupes armés n'a trouvé aucune objection dans votre entourage et de ce fait rien ne vous oblige à ne pas prendre la décision pour régler le problème des disparus.

Etant donné que vous êtes le premier homme du pays, nous, parents des disparus, nous nous adressons à vous pour la quatrième fois pour vous supplier de prescrire des enquêtes et des mesures nécessaires pour nous aider à situer nos proches enlevés par les forces de sécurité et mis en détention secrète depuis plusieurs années sans raison.

Nous nous adressons à vous parce que nul ne peut prendre de décision sur cette terre d'Algérie et quant à Dieu nous le prions chaque jour et chaque instant pour qu'il adoucisse votre cœur. Notre insistance à demander des enquêtes n'est pas une coquetterie intellectuelle mais plutôt une chose qui dérange ceux qui se sentent responsables des enlèvements arbitraires de nos enfants et la hantise du syndrome Pinochet ou le TPI est très forte ici en Algérie. Les familles des disparus vivent un calvaire depuis des années et ceci ne peut vous laisser indifférent en pensant seulement qu'il s'agit d'Algériennes et d'Algériens comme vous et vous devez vous inquiéter et vous préoccuper car l'affaire des disparus est tellement grave que vous ne pouvez ignorer parce que les dix milles disparus que vous avez annoncés publiquement et qui ne sont pas dans votre poche, bien sûr parce qu'elle ne peut les contenir, mais ils sont quelque part en train de souffrir leur calvaire dans des prisons ou des centres de concentration sur le territoire de la République algérienne démocratique et populaire dont vous êtes le président. Ces mères de familles que vous avez traitées de pleureuses et de marionnettes étaient avant la tragédie nationale des femmes honorables et respectueuses et elles le sont toujours. Elles menaient une vie calme et sereine jusqu'au jour où les forces de l'ordre leur ont enlevé leurs enfants, leurs maris dans des conditions que nous savons tous. Ces pleureuses et marionnettes que vous avez persécutées et offensées à la salle Harcha sont des Algériennes à part entière et leur dire qu'elles ne font pas partie de vous et que vous vous ne faites pas partie d'elles devant les caméras de TV qui ont retransmis le son et les images dans le monde entier est une atteinte à leur personnalité et un bannissement moral. Si elles ne font pas partie de la nation algérienne, alors monsieur le président, il ne vous reste plus qu'à affréter un navire, les embarquer et une fois en haute mer vous lancerez un appel d'offres international et comme cela vous serez tranquillisés et ces marionnettes ne viendront plus vous importuner avec leurs manifestations débiles qui troublent l'ordre public et vous pouvez vous déplacer alors avec vos invités dans la quiétude.

Ces marionnettes, en leur enlevant leurs enfants, leurs maris, ils leur ont enlevé la vie. Voir naître un enfant, le voir grandir, l'éduquer, prendre soin de sa santé pour éviter qu'il ne tombe malade et du jour au lendemain un soldat de l'Armée nationale populaire, censé défendre les frontières du pays, frappe à la porte la nuit, enlève par la force l'enfant chéri sous le nez des parents sans résistance et ceci nous fait penser à la jungle où le lion qui est roi dévore la bichette sous le regard impuissant de la mère biche. C'est la loi de la jungle, c'est le triomphe du plus fort sur le plus faible. Les forces de sécurité, tous corps confondus, du soldat de l'ANP au patriote armé par le pouvoir, enlèvent et séquestrent les citoyens à leur guise qui deviennent par la suite des objets entre leurs mains et, dans l'impunité la plus totale, les torturent, les tuent puis les enterrent sous le signe X algériens si comme ils n'ont jamais existé sur terre. Les enlèvements suivis de la disparition étaient une méthode propre aux colonialistes ; pendant la lutte de libération nationale, des milliers d'Algériens ont subi ce sort ; cet instrument de répression est employé aujourd'hui par des Algériens sur leurs frères avec plus d'acharnement que l'ennemi d'hier qui a colonisé le pays pendant 132 ans.

La souffrance qu'a endurée le peuple algérien pendant la période coloniale était considérée comme normale parce qu'elle était générée par l'ennemi, mais aujourd'hui elle n'est pas tolérable parce qu'elle est générée par des Algériens qui eux-mêmes ont souffert pendant la

guerre d'Algérie et qui aujourd'hui se proclament nationalistes gardiens de la Révolution. Monsieur le président, la guerre qui a secoué notre pays est le fruit d'une mauvaise gestion de la part des responsables qui se sont succédé. Dans votre discours à la nation du 30 mai 1999, vous avez dit que les politiques irréflechies et aventureuses ont exacerbé les frustrations et les antagonismes au sein de la société et que le pays a échappé à un péril extrême provoqué par la folie criminelle des uns et les calculs égoïstes des autres. Donner l'agrément au FIS, le laisser faire sa campagne électorale en toute liberté et arrêter le processus électoral quand ce dernier est sorti vainqueur aux élections est une politique irréflechie et aventureuse et aussi une violence politique qui a seré la haine et la division au sein de la population. Monsieur le président, nous sommes en train de payer les frais d'une guerre dont nous ne sommes nullement responsables et ceux qui l'ont provoquée nous ont enlevé nos enfants et les ont séquestrés pendant des années sans raison et nous, parents, sommes marginalisés et opprimés dans notre propre pays. Ceux qui devraient être punis suite aux fautes politiques sont en train de punir les innocents citoyens qui ne sont nullement responsables de la tragédie nationale. Monsieur le président, vous avez dit que les plaies se sont refermées et qu'il faut tourner la page. Ceux qui n'ont pas été touchés par les événements peuvent le faire parce qu'ils n'ont aucune plaie sur leur corps. Mais ceux qui sont blessés profondément dans leur chair ne peuvent la tourner sans la lire et l'étudier par cœur. Tourner la page et recommencer à construire le pays avec les bourreaux de nos enfants est inadmissible parce que les disparus sont des êtres humains et non pas des animaux dans un abattoir.

Dans les pays civilisés que vous avez visités, les chiens sont bien traités et quand ils meurent ils sont enterrés dans des cimetières qui leur sont spécialement réservés, tandis que chez nous on enlève, on torture, on tue et on enterre dans le secret sous le signe X algérien. L'Algérien n'a pas droit à une dalle tombale, il est pire qu'un chien. Enlever, torturer, séquestrer, tuer, enterrer dans le secret, opprimer et marginaliser sont des verbes et qualificatifs écrits sur la page que vous voulez tourner.

Nous ne tournerons pas la page et nous ne baisserons pas les bras tant que les disparus ne seront pas rendus à leur familles et les bourreaux de nos enfants traduits devant la justice. Ils doivent payer les fautes politiques graves qui ont poussé à la guerre civile et nous demanderons réparation tout en poursuivant les assassins qui ont transgressé les lois en bafouant les droits les plus élémentaires de l'homme dans les tribunaux nationaux ou internationaux. Un million de blessés, deux cent cinquante mille morts, plus de vingt-deux mille disparus est un lourd tribut payé par le peuple algérien et tourner la page sans que les responsables de la tragédie nationale soient condamnés n'est qu'un encouragement à un éternel recommencement. Nous sommes devenus des cobayes entre les mains de gens irresponsables qui n'ont rien de nationalistes et qui n'hésitent pas à faire des citoyens, quand ils sont dérangés, de la chair à canon. Tuer les enfants des autres est devenu une chose tout à fait normale pour eux et nous voudrions bien savoir ce qu'ils feront si leurs enfants chéris sont tués, blessés ou enlevés et séquestrés. Les leurs sont sous bonne garde et rien ne peut perturber leur vie, tandis que les nôtres, ces minables Algériens, sont séquestrés dans des prisons et dans des conditions d'hygiène les plus lamentables, n'ont pas le droit de voir la lumière du jour parce qu'ils sont jetés dans des caves ténébreuses et ceci a été révélé par un Marocain libéré qui a passé plusieurs années dans le centre de concentration de Boghar.

Monsieur le président, vous êtes un révolutionnaire de la première heure et vous avez combattu l'hégémonie de l'opresseur et vous ne pouvez en tant que tel accepter et tolérer la hogra sur cette terre d'Algérie arrosée par le sang de un million et demi de chahids. Ces derniers sont morts au champ d'honneur pour que vivent les Algériens dans l'honneur et la prospérité et non dans la haine, la division et la misère.

Monsieur le président, vous aviez dit que vous seriez un homme de la paix et nous voudrions que vous soyez comme Nelson Mandela en Afrique du Sud, ce pays où vivaient deux communautés différentes et qui ont fini par s'entendre et apaiser leurs esprits après la confession des responsables des massacres et tueries. Au moins là-bas, ils ont eu le courage de dire j'ai tué, j'ai enlevé.

Alors, Monsieur le président, soyez un homme de paix, mais une vraie paix dans laquelle nos enfants retrouveront la liberté, l'égalité et la fraternité.